

QUAND LA DÉFORESTATION S'INVITE À NOTRE TABLE

La catastrophe environnementale et humaine qui se cache derrière la viande et les produits laitiers français



By: Anahita Yousefi,
Marisa Bellantonio,
Etelles Higonnet,
Glenn Hurowitz
Mars 2018



“Moi qui suis née et ai grandi dans le Chaco, en tant que cultivatrice, je ne pense pas que le soja soit un aliment. Pour moi, c’est une maladie. La nourriture saine, c’est celle du temps de mes ancêtres : les patates douces, le yucca, les citrouilles...

Le soja, c’est pour les gros capitaux, pas pour nous.

Ils sont venus ici, dans le Chaco, pour nous rendre malades avec leur soja. Et je crois que c’est pareil dans toute l’Argentine...

Ils viennent, ils sèment, ils empoisonnent, ils récoltent et ils s’en vont...

Pour moi, le soja n’est bon à rien, pas même à nourrir les animaux. Il rend les animaux malades...

les poules ne pondent plus, la viande a un goût affreux. Ce n’est pas comme le maïs que nous plantons dans notre Chaco...

Les avions [qui pulvérisent des herbicides] sont passés à 6 heures du matin. Ils ont empoisonné l’eau, le réservoir et le puits. Nous avons bu de cette eau, et les animaux aussi. Nous avons fini par tomber malades, mes animaux et moi. **Ils nous ont rendus malades.**”

– Catalina Cendra,
Agricultrice du Chaco, Argentina

Limite entre une forêt et une terre incendiée, Argentine.





Durable. Local. Biologique. Pour les consommateurs français, ces trois critères sont essentiels lorsqu'il s'agit de choisir la viande, qu'elle soit achetée au supermarché, consommée au fast-food ou savourée dans des restaurants gastronomiques. Par ailleurs, la France s'illustre sur la scène internationale pour son engagement dans les défis environnementaux de taille et notamment dans la lutte contre le changement climatique. Mais malgré cette préoccupation des citoyens, il existe des entreprises, au cœur de la culture française, qui incarnent encore l'inconscience d'un temps révolu, celle d'une époque où l'on ne se souciait ni de pollution ni de destruction : les entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers.

Pour prospérer, ce secteur s'appuie sur des quantités considérables de soja importé pour nourrir les animaux d'élevage. Près de 75 % du soja produit dans le monde est destiné à l'alimentation animale, et plus d'un million de kilomètres carrés de terres sont consacrés à la culture du soja, une surface presque deux fois plus vaste que la France.

Or, la production du soja ne cesse de s'étendre dans les zones agricoles pionnières de l'Amérique latine, un des points chauds de la déforestation dans le monde. De grandes entreprises de l'agroalimentaire comme les sociétés américaines Cargill et Bunge sont en train d'orchestrer la destruction d'anciens écosystèmes indigènes, entraînant avec eux la disparition de l'habitat d'une faune autochtone, pour laisser la place à des monocultures industrielles de soja.

La France constitue un débouché essentiel pour ce soja. Avec près de 67 millions de consommateurs, elle représente un des marchés les plus importants de vente au détail d'aliments et de boissons en Europe. Le secteur agricole français dépend fortement du soja importé pour ses élevages porcins, bovins, de volaille et pour sa production laitière. En 2016, la France a importé 3,9 millions de tonnes de produits à base de soja¹ provenant principalement d'Amérique latine. La manière dont ce soja est cultivé détermine bien évidemment l'impact environnemental de la viande et des produits laitiers consommés en France.

Des chaînes de supermarchés françaises comme Carrefour, Casino, et E. Leclerc qui contrôlent ensemble une grande partie du marché de la distribution, savent que de nombreux consommateurs se préoccupent des impacts écologiques et sanitaires démesurés provoqués par la consommation de viande. C'est pourquoi elles vendent souvent du fromage, de la viande de bœuf et de porc qu'elles considèrent comme produits localement et de manière durable. Mais alors que les poulets, les cochons et les vaches sont habituellement élevés en France, la nourriture consommée par le bétail a souvent été produite à des milliers de kilomètres de là, ce qui génère un impact environnemental bien plus important. Le label « élevé en France » ne dit donc qu'une demi-vérité sur les origines de la viande et du fromage.

Afin de découvrir l'impact réel de l'élevage et de la production de produits laitiers en France, nous avons dépêché une équipe d'enquête de l'autre côté de l'Atlantique pour parcourir les terres agricoles pionnières d'Amérique du Sud. Cette équipe a eu pour objectif de remonter aux véritables origines du pot-au-feu, du pâté de campagne et du camembert. Dans ces régions, nous avons pu documenter, dans deux des principaux pays producteurs de soja en Amérique du Sud, l'Argentine et le Paraguay, d'importantes déforestations provoquées par le soja destiné à l'élevage français. Ce rapport fait suite à notre précédente enquête sur la déforestation massive liée à la production de soja constatée dans le Cerrado brésilien et dans l'Amazonie bolivienne. Ensemble, ces quatre pays produisent la majorité du soja latino-américain.

Pour cette nouvelle enquête, notre équipe de terrain s'est rendue sur plusieurs exploitations de soja implantées dans l'écosystème du Gran Chaco de l'Argentine et du Paraguay et réparties sur une distance de 4 200 kilomètres, où elle a attesté de destructions de grande ampleur d'écosystèmes naturels, dont des incidents de déforestation illégale.

Les vidéos et les photos présentées dans ce rapport constituent des témoignages de première main sur la déforestation entraînée par l'élevage français. Nous avons également interviewé des membres des communautés locales afin d'en savoir plus sur les impacts sanitaires et les conflits sociaux provoqués par ces vastes monocultures. Nous avons ensuite suivi la route empruntée par ce soja, des champs aux ports, d'où il est acheminé dans le monde entier par des négociants internationaux. En moyenne, trois millions de tonnes de soja en provenance d'Amérique du Sud sont importées en France chaque année.²

Mais comble même de l'aberration, cette destruction n'est en rien une fatalité. Même si la production de viande est très gourmande en ressources, la destruction d'écosystèmes indigènes n'est pas nécessaire. Rien qu'en Amérique latine, plus de 650 millions d'hectares de terres ont déjà été défrichés où l'on peut cultiver le soja et élever du bétail sans menacer de nouveaux écosystèmes indigènes. Si toutes ces terres dégradées ne sont peut-être pas adaptées à l'agriculture, un petit pourcentage suffirait largement à faire face à l'expansion de la culture du soja pour de nombreuses années à venir, avec un rendement moyen de 925 € par hectare.³ Des experts techniques ont eu l'occasion de gérer un système efficace qui a quasiment éliminé la déforestation liée au soja en Amazonie brésilienne. Ces experts estiment que l'extension de la surveillance des forêts à d'autres régions d'Amérique latine où le soja est cultivé, y compris le Gran Chaco ne coûterait qu'entre 600 000 et 800 000 euros à mettre en place. Ce chiffre ne représente qu'un soixante-dix millième du bénéfice annuel des entreprises du secteur du soja. Une fois ce système opérationnel, le coût annuel devrait être divisé par deux.



Gran Chaco, Paraguay

À ce jour, les géants du secteur du soja comme Cargill, Bunge et ADM ont joué la carte de l'inertie et n'ont pas saisi cette chance. Pourtant, réduire la déforestation est techniquement faisable et bon marché. Les entreprises

françaises disposent donc d'un levier formidable pour faire pression sur ce secteur et exiger la fin immédiate des destructions d'écosystèmes indigènes liées à l'élevage et à l'alimentation animale.

Le Gran Chaco: la forêt "impénétrable"

Lorsque nous avons traversé les paysages du Gran Chaco, nous avons constaté que d'importantes entreprises agroalimentaires incendiaient ou détruisaient au bulldozer des milliers d'hectares de cet extraordinaire écosystème, une région de 110 millions d'hectares à cheval sur l'Argentine, la Bolivie et le Paraguay.⁴ Les forêts sèches du Chaco constituent une des plus importantes étendues continues de végétation indigène d'Amérique du Sud. Au regard de leur surface, elles se positionnent en deuxième place, juste après la forêt tropicale d'Amazonie.

Les forêts du Gran Chaco abritent des communautés dynamiques de populations autochtones comme les Ayoreo, les Chamacoco, les Enxet, les Guarayo, les Maka'a, les Manjuy, les Mocoví, les Nandeva, les Nivakle, les Toba Qom et les Wichi.⁵ La plupart de ces communautés vivent de la chasse et de la cueillette et dépendent entièrement de la forêt pour leur subsistance. Les Ayoreos, dont certains groupes sont restés isolés, sont les plus menacés. Ils dépendent de la forêt du Chaco pour leur survie et sont particulièrement vulnérables, étant donné que les contacts avec d'autres populations se sont presque toujours déroulés dans la violence.⁶

Le Gran Chaco, qui constitue l'habitat d'un grand nombre d'espèces endémiques, possède une biodiversité très riche. Ces terres étaient des forêts impénétrables où vivaient des créatures aux allures presque magiques comme le petit tatou velu (non, ce n'est pas un animal fabuleux), le célèbre jaguar et le fourmilier géant.

Mais d'importantes entreprises américaines comme Cargill et Bunge sont arrivées dans cette région du monde, ont incendié et détruit au bulldozer ces habitats pour laisser la place à de vastes champs de soja OGM. Or, le rude climat du Chaco n'est pas adapté à ces immenses monocultures. C'est pourquoi le soja cultivé ici est génétiquement modifié et nécessite d'importantes quantités d'engrais chimiques et de pesticides toxiques comme le glyphosate pour se développer. Ces pratiques aussi sont en train de métamorphoser le Chaco. Les cours d'eau sont maintenant pollués et les membres des communautés locales ont constaté une augmentation des malformations congénitales, des cancers et des maladies respiratoires. Même leurs animaux de compagnie et leur bétail en ressentent les effets – un grand nombre de familles ont rapporté que leurs animaux étaient morts, car ils avaient été exposés aux herbicides.



Ces vingt dernières années, les forêts du Chaco ont connu un des taux de conversion à l'agriculture les plus élevés au monde, principalement pour la culture du soja et l'élevage de bétail.⁷ En fait, les forêts du Chaco sont en train de disparaître à un rythme comparable ou supérieur à celui des forêts tropicales,⁸ même celles d'Amazonie.⁹ Plus de huit millions d'hectares ont été défrichés en seulement une douzaine d'années,¹⁰ et les émissions de carbone associées à la conversion de la forêt et des prairies du Chaco en terres cultivables et en pâturages sont estimées à un total de 3 024 millions de tonnes métriques de dioxyde de carbone¹¹ entre 1985 et 2013, soit plus de dix fois les émissions annuelles françaises de CO₂ issues de la combustion de carburant.¹²

Cette tendance s'est accélérée. À elle seule, l'Argentine a perdu 22 % de ses forêts entre 1990 et 2015.¹³ Dans la plupart des cas, des exploitations de soja les ont remplacées. La majorité de la déforestation est concentrée dans la partie nord du Chaco, dans les provinces de Santiago del Estero, Salta, Formosa et Chaco qui comptabilisent ensemble 80 % de la déforestation totale.¹⁴ En 2009, l'Argentine a adopté une loi pour la protection de la forêt qui exige qu'au moins 0,3 % du budget national total soit alloué à l'application des lois sur la forêt.¹⁵ Toutefois, les fonds affectés par le Congrès argentin en 2016 pour la protection des forêts étaient 23 fois inférieurs à ce qu'exige cette loi.¹⁶

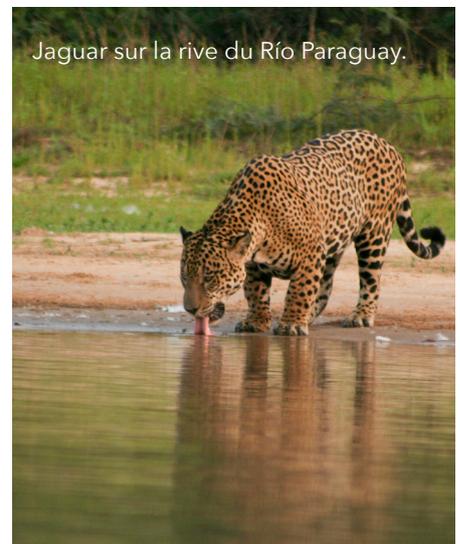
Ces dernières années, le Paraguay a régulièrement été classé parmi les pays connaissant les taux de déforestation les plus élevés au monde. Son président, Horacio Cartes, a promulgué un décret (critiqué par beaucoup comme illégal) qui autorise les propriétaires terriens à défricher toutes les forêts présentes sur leurs terres, ce qui a accéléré la cadence de la déforestation dans le Gran Chaco.¹⁷

Une mauvaise gouvernance conjuguée à un développement à grande échelle des exploitations de soja provoque une déforestation qui selon des experts menace « l'équilibre entre les humains, les animaux et l'environnement ».¹⁸ Une récente étude menée par l'Université Humboldt de Berlin estime que plus de la moitié des oiseaux et 30 % de l'ensemble des mammifères recensés aujourd'hui dans le Chaco disparaîtront dans les 10 à 25 ans à venir si des mesures fortes ne sont pas mises en œuvre.¹⁹

D'autres écosystèmes ont subi de plein fouet cette déforestation injustifiée. Les intérêts agricoles seraient à l'origine du défrichage de 98 % de la forêt atlantique du Paraguay.²⁰ Pourtant, la loi de « déforestation zéro » votée en 2004²¹ interdit jusqu'en 2018 la déforestation dans la région orientale du Paraguay et la conversion de forêts en terres agricoles ou destinées à l'élevage. En l'absence de sanctions visant cette déforestation illégale, les défricheurs rencontrent peu d'obstacles à la conversion de ces précieuses forêts en champs de soja



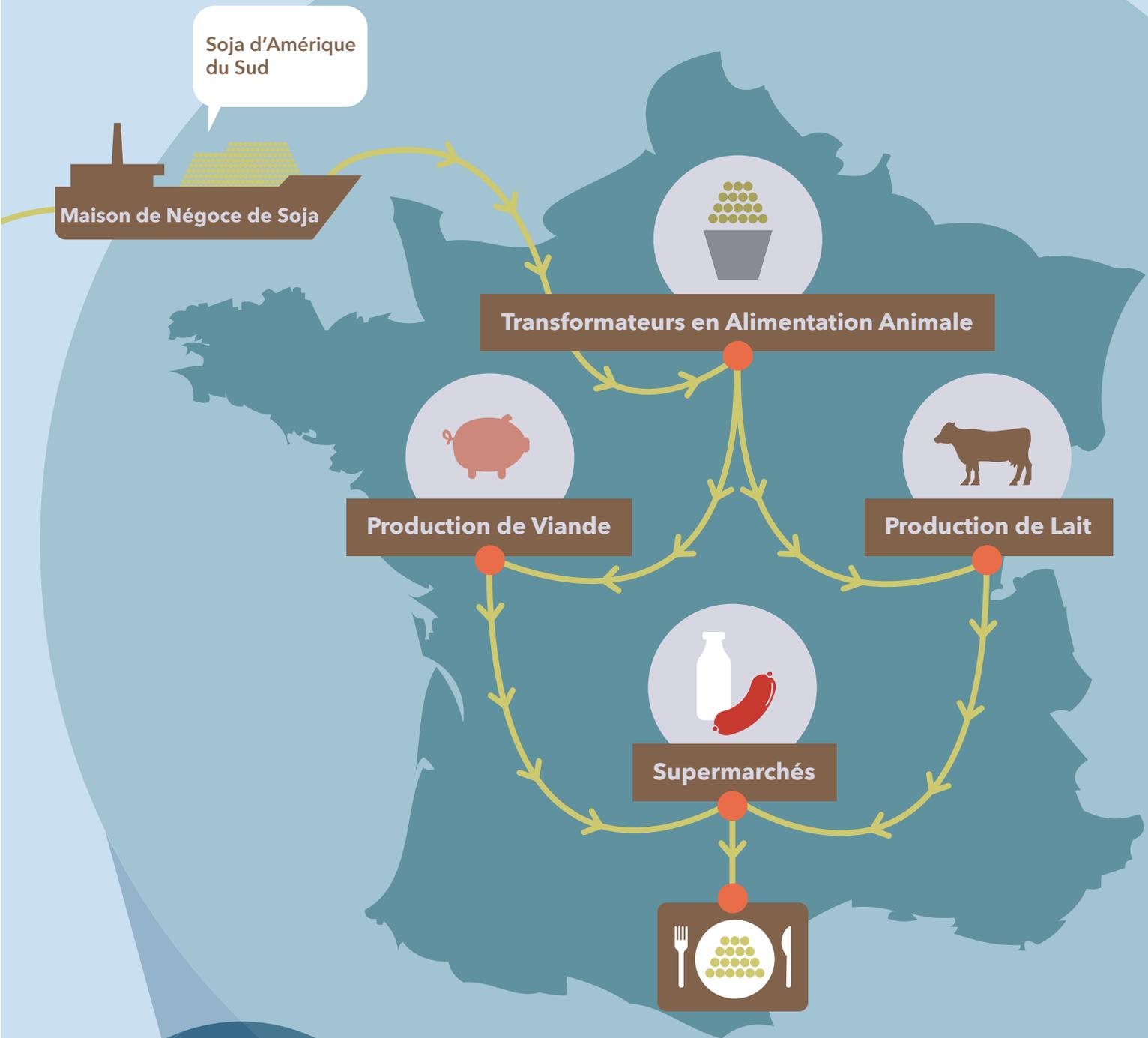
Ramon Lopez, chef de la communauté Y'apo, Paraguay.



Jaguar sur la rive du Río Paraguay.



Le tamandua est une des 150 espèces endémiques de la faune du Chaco.





La French connection

La déforestation que nous documentons ici est la conséquence d'une longue chaîne d'approvisionnement qui commence dans des zones agricoles pionnières d'Amérique du Sud et s'achève dans les supermarchés, dans les restaurants et dans les foyers, en France et bien au-delà. Nous avons utilisé des images satellites pour déterminer les actuels points chauds de déforestation liés à la culture du soja dans le Chaco et avons dépêché notre équipe d'enquête sur 20 sites différents.

Sur ces sites, nous avons pu constater une déforestation récente, y compris des cas de déforestation illégale. Nous avons parlé aux salariés de toutes ces exploitations et avons découvert que presque tout le soja de déforestation est exporté à partir du port de Rosario et des ports voisins. En raison de l'éloignement relatif de la région du Chaco, les cultivateurs vendent la majorité de leur soja aux sociétés de transport qui l'acheminent ensuite vers ces ports²² où les grands négociants de l'agroalimentaire possèdent leurs silos et leurs infrastructures portuaires. Mais le transport dans cette région est sur le point de s'améliorer. Dans le cadre de son projet d'infrastructure Plan Belgrano, le gouvernement argentin est en train de reconstruire une importante ligne de chemin de fer dans

les provinces de Salta et Jujuy afin d'accélérer le transport du soja, depuis la frontière forestière du Chaco vers les ports.²³ Cette nouvelle infrastructure agit comme une subvention importante et efficace en faveur de l'industrie du soja dans le Chaco. En tant que telle, à moins que des mesures immédiates de conservation ne soient mises en œuvre par le secteur privé et le gouvernement, cette ligne de chemin de fer devrait considérablement accélérer le phénomène de déforestation.

Les agriculteurs nous ont dit que leur soja était vendu aux principaux négociants et ont cité Cargill et Bunge comme leurs clients numéro un. Aucun des propriétaires terriens n'était présent sur les sites que nous avons visités et la majorité de ces fermes appartenaient à des sociétés basées à Buenos Aires ou à d'importantes entreprises étrangères. Aux importations directes passant par les ports français, il faut ajouter une quantité importante et presque impossible à tracer de soja qui arrive en France par le port de Rotterdam aux Pays-Bas. Il est très difficile de tracer le soja en Europe en raison des règles du marché commun et de la libre circulation des biens entre les pays européens. L'Europe a importé 27,8 millions de tonnes de soja d'Amérique latine en 2016. Au sein de l'UE, la France est la cinquième destination en importance pour les





importations de soja latino-américain, après les Pays-Bas et l'Espagne.²⁴ Une fois arrivé en France, ce soja est acheté soit par des professionnels de l'alimentation animale ou directement par les éleveurs pour nourrir

le bétail destiné à la production de viande ou de produits laitiers. Ces denrées sont ensuite vendues aux supermarchés et aux restaurants et enfin achetées par les consommateurs.

Les intermédiaires cachés de la viande et des produits laitiers Français

Si les acteurs de l'industrie française de la viande sont nombreux, il n'existe qu'une poignée d'entreprises agroalimentaires qui importent du soja en France, qui plus est du soja de déforestation.

Quelques sociétés seulement dominent aujourd'hui le commerce agricole mondial : ADM, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus. Ensemble, elles contrôlent la majorité du commerce mondial de céréales, jusqu'à 90 % selon certaines estimations.²⁵ En plus de leur rôle commercial, ces sociétés contribuent directement à la conversion d'écosystèmes et encouragent la déforestation pour élargir leur base d'approvisionnement en finançant les propriétaires de plantations et en leur fournissant entre autres des engrais et des infrastructures. Étant donné leur rôle considérable, ces sociétés disposent d'un pouvoir important pour insister auprès de leurs fournisseurs

afin que ces derniers protègent les écosystèmes indigènes et les droits fonciers. Mais jusqu'à présent, elles n'ont eu pour priorité qu'un développement irresponsable au détriment de mesures de conservation simples à mettre en œuvre.

Dans les régions que nous avons visitées pour cette enquête, nous avons pu mettre en lumière des liens qui existaient avec deux importants négociants : Cargill et Bunge. Dans de nombreux endroits où se déroulait cette déforestation, les cultivateurs que nous avons interrogés ont affirmé qu'ils vendaient leurs récoltes à ces deux négociants. Bunge exploite un grand silo dans la province de Chaco en Argentine,²⁶ et Cargill possède deux silos non loin de là. Dans la zone de la forêt atlantique du Paraguay, Cargill et Bunge exploitent des silos dans les départements de San Pedro et de Canindeyu.



En réponse à nos questions, Bunge a déclaré ne posséder aucune trace d'un quelconque achat auprès des cultivateurs identifiés par notre enquête. Cargill a indiqué qu'il était peu probable que ses silos s'approvisionnent sur ces sites, car leurs usines de transformation ne se trouvent pas à proximité. Néanmoins, la majorité du soja produit dans cette région est acheminé vers les ports de Rosario, car les infrastructures de stockage sont sporadiques dans cette région pionnière. Lorsque nous les avons questionnées au sujet de la traçabilité de leurs produits, aucune de ces deux sociétés n'a pu nous fournir des informations complètes sur l'origine du soja présent dans leur chaîne d'approvisionnement.

Les entreprises n'ont aucune obligation légale d'indiquer l'origine géographique du soja qu'ils commercialisent, ou s'il a été cultivé de manière légale. C'est pourquoi il est impossible aujourd'hui pour les entreprises françaises qui s'approvisionnent auprès de ces négociants de garantir que le soja qu'ils achètent a été produit sans engendrer de déforestation. Il est important de souligner que ces deux sociétés se sont engagées publiquement pour une chaîne d'approvisionnement zéro déforestation.²⁷ Savoir où et comment leurs produits ont été fabriqués est pourtant la première chose à faire si elles souhaitent respecter leur engagement.

Cargill et Bunge sont deux des plus gros importateurs de soja en France. Cargill possède des infrastructures pour le soja dans le port de Montoir-de-Bretagne à Saint-Nazaire, et Bunge dans le port de Brest. Cela signifie que ces deux ports sont les portes d'entrée du soja de déforestation en France.

Ces problèmes concernent un territoire qui s'étend bien au-delà du Gran Chaco ; dans une enquête précédente nous avons mis en lumière comment 567 562 hectares de déforestation étaient imputables aux activités de Bunge et 130 000 hectares à celles de Cargill dans le Cerrado brésilien ; Cargill est également impliquée dans une autre déforestation massive, cette fois en Amazonie bolivienne.²⁸ Parmi les négociants de premier plan, Cargill et Bunge ont été les principaux moteurs de la déforestation liée au soja dans toute l'Amérique latine. Ils font partie des exportateurs les plus importants de soja d'Amérique du Sud vers l'Europe.

ADM opère dans des régions qui sont moins exposées aux problèmes de déforestation, mais il y a peu, cette société a également refusé d'appliquer certaines mesures de conservation. Les dirigeants d'ADM ont répondu à notre équipe qu'ils s'opposaient à des mesures de conservation plus strictes, car ils ne souhaitent pas se désolidariser de leurs concurrents. La société Louis Dreyfus, bien que plus petite, s'est montrée bien plus favorable à des mesures de conservation.

Les politiques et les actions de ces entreprises sont très importantes, car elles opèrent souvent dans des zones de non-droit. En Argentine, Greenpeace et d'autres organisations ont par exemple révélé que des permis avaient été délivrés par les autorités provinciales de Salta autorisant la déforestation de près de 150 000 hectares de forêt protégée, en violation du droit national.²⁹ Dans bien des cas, l'agro-industrie du soja a défriché illégalement des terres en toute impunité. Néanmoins, ils seraient moins incités à le faire si le secteur de la viande et des produits laitiers se montrait réticent à acheter du soja de déforestation.

Vue aérienne d'un site incendié au Paraguay.





La famille Abelino Garcia, Paraguay.

Engagements existants

A chaque étape de la chaîne d'approvisionnement, les entreprises possèdent une politique «zéro déforestation». Néanmoins, malgré la réputation «verte» et les RP qui accompagnent l'annonce d'une politique zéro déforestation. Néanmoins, malgré la réputation verte et les RP qui accompagnent l'annonce d'une politique zéro déforestation, certaines sociétés sont allées plus loin que d'autres pour mettre en œuvre un réel plan d'action et garantir un changement sur l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement. Il est évident qu'en exprimant publiquement leur souhait de mettre un terme à la déforestation, ces sociétés ont fait un pas dans le bon sens. Mais pour qu'elles aient

véritablement un impact, ces politiques doivent être présentes sur le terrain, pas seulement sur le papier.

Malgré les déclarations publiques de Cargill et de Bunge qui se sont engagées à éliminer complètement la déforestation de leurs chaînes d'approvisionnement, cette déforestation se poursuit et parmi leurs clients figurent des supermarchés français et des chaînes de fast-foods prêts à acheter leurs marchandises. Sans la mise en place d'un système garantissant une traçabilité et une transparence totales du soja, ces sociétés peuvent s'en tirer en s'engageant publiquement à éliminer la déforestation, tout en fermant les yeux sur le véritable impact de leurs opérations.

L'impact humain

Notre enquête également mis en lumière que la destruction provoquée par l'industrie du soja ne se limitait pas à l'environnement, mais qu'elle avait des retombées énormes sur le plan humain. La plupart des fermes de soja dans les zones déboisées utilisent massivement du glyphosate, un herbicide vendu par Monsanto sous l'appellation Roundup. La Banque mondiale rapporte que l'utilisation de produits agrochimiques en Argentine a augmenté de 1 000 % ces vingt dernières années, en raison du passage au soja génétiquement modifié et résistant au glyphosate, qui nécessite un épandage de quantités plus importantes.³⁰ L'Organisation mondiale de la santé a déclaré que le glyphosate était un cancérigène probable, bien que Monsanto ait défendu la sécurité

de son produit.³¹ En se fondant sur ses propres études indépendantes, le gouvernement français a récemment déclaré son intention d'interdire le glyphosate. En moyenne, 19 % des morts en Argentine sont causées par le cancer, ce qui ne manque pas de susciter des inquiétudes quant à l'impact de l'utilisation des pesticides et autres produits chimiques sur la santé des populations, dans le Chaco et ailleurs.³²

Une famille de campesinos vivant dans une zone rurale située à 100 kilomètres environ de Resistencia, la capitale de la province du Chaco, a été interviewée par nos enquêteurs et a livré un témoignage inquiétant sur l'impact réel de l'utilisation des herbicides. Le voisin de cette famille a utilisé du glyphosate pour désherber la



végétation indigène sur toute la surface d'un champ. Mais, alors qu'il appliquait l'herbicide, la pluie s'est mise à tomber, et les eaux de ruissellement ont contaminé les terres alentour et le point d'eau des animaux. À la suite de cet incident, près de 140 animaux, poules, chèvres et vaches ont trouvé la mort, mettant en péril la survie de la famille.

Mais le pire, ce n'est pas les animaux, nous a rapporté un des membres de la famille. Nous avons souffert davantage. La plupart des enfants sont tombés malades. Tout le monde. J'ai un fils de 19 ans... deux filles de 15 et 3 ans et un petit garçon âgé d'un an. Le plus jeune est celui qui a souffert le plus. Ils ont eu des boutons, des maux d'estomac et ont été atteints

À Avia Terai, là où se trouve le plus important silo de Bunge dans la région, nos enquêteurs ont interviewé Silvia Achaval. Elle est la mère de Camila, une petite fille de six ans qui a de la chance d'être restée en vie. La maison familiale est située tout près de champs de soja traités par une société d'épandage aérien. Les avions volaient lorsque j'étais enceinte, nous a raconté Silvia. Camila est née avec de graves malformations congénitales. Elle a été emmenée d'urgence à l'hôpital. Rien n'était à sa place, a raconté Silvia. Ils ont dû déplacer son cœur, ses poumons... Les médecins m'ont dit qu'ils allaient devoir entreprendre une opération compliquée... qu'elle était née ainsi à cause du poison. D'après eux, elle n'allait peut-être pas survivre. Mais Dieu merci, elle a survécu.

“[LES POLITICIENS ET LES GRANDES ENTREPRISES] NE S'INTÉRESSENT QU'À L'ARGENT, DIT SILVIA. QUE LES GENS SOIENT MALADES, QUE LES ENFANTS SOIENT EN BONNE SANTÉ, IL N'EN ONT RIEN À FAIRE. CE N'EST, HÉLAS, QU'UNE QUESTION D'ARGENT. ET LES PRÉSIDENTS ET LES MAIRES DOIVENT LEUR TENIR TÊTE ET DIRE QUE ÇA SUFFIT. PLUS D'EMPOISONNEMENT.”

d'anémie, a-t-il rapporté. Nous avons dû hospitaliser nos enfants. Deux familles voisines de sa connaissance ont souffert de maux semblables. L'une d'elles a perdu plus de 30 chiens. Une autre a perdu tous ses animaux et a donné naissance à une petite fille handicapée.

Ajoutant l'insulte à la blessure, aucune des familles touchées n'a souhaité en parler, pour ne pas subir de représailles. La famille que nous avons interviewée nous a rapporté qu'on leur avait fait savoir que s'ils révélaient quoi que ce soit, le conseil municipal allait fermer leur petite entreprise de menuiserie – leur seule source de revenus après la mort des animaux. Le conseiller [municipal] m'a dit que si nous continuions d'insister sur le fait qu'il s'agissait d'un empoisonnement, alors qu'ils disent que ce n'est pas vrai, ils allaient venir et fermer mon atelier, a expliqué un des membres de la famille. Ce n'est pas seulement un atelier, une scierie, c'est une industrie, une usine... Ils allaient fermer notre affaire. Par peur des représailles, toutes les familles des victimes ont réclamé l'anonymat.

Pour les médecins de Camila, ses problèmes avaient pour origine une contamination aux pesticides – plus spécifiquement au glyphosate, dont certaines études ont démontré qu'il était étroitement lié aux malformations du fœtus,³³ utilisé lors de l'épandage aérien. Une autre source de contamination est suspectée : une semence appelée Agros Soluciones, propriété de Monsanto. Des riverains ont rapporté que la société laisse traîner hors de l'établissement des déchets toxiques qui contaminent l'air. Camila n'est hélas pas la seule. De plus en plus d'enfants naissent avec beaucoup de problèmes, a constaté Silvia. Des enfants

sans mains ou sans jambes, qui ne parlent pas. Ce soja contient beaucoup de poison. Il faut arrêter cela. Camila et ses voisins ont justement agi en ce sens. Après des manifestations, la société d'épandage a cessé de survoler leur village. Mais de nombreux habitants redoutent de parler face au puissant secteur du soja.

[Les politiciens et les grandes entreprises] ne s'intéressent qu'à l'argent, dit Silvia. Que les gens soient malades, que les enfants soient en bonne santé, il n'en ont rien à faire. Ce n'est, hélas, qu'une question d'argent. Et les présidents et les maires doivent leur tenir tête et dire que ça suffit. Plus d'empoisonnement.

Violations des droits humains et violence à l'encontre des communautés indigènes

La communauté indigène des Y'apó vit près de la frontière du Brésil, dans la ville de Corpus Christi au Paraguay. D'après les témoignages et les photos d'une enquête menée par le journal paraguayen E'a, cette communauté a été envahie en 2014 par 50 vigiles armés venant d'une ferme voisine, propriété du groupe La Americana. Cette ferme a défriché 1 000 hectares de terres indigènes - et depuis, la société accuse les Y'apó de violation de propriété privée sur leurs propres terres.

D'après l'enquête de ce journal, corroborée par les témoignages de cette communauté collectés par notre équipe de terrain, les vigiles armés ont cassé des portes et envahi des maisons, agressé les adultes et les enfants, et frappé à coups de pied des femmes

enceintes; certaines ont perdu leurs bébés. Trente-deux membres de cette communauté ont été blessés. Trois vigiles et sept indigènes ont été la cible de balles. Un vigile a été tué. Les victimes ont rapporté que cette attaque avait pour but de forcer les habitants à quitter la zone.

Nos enquêteurs ont interviewé le chef de la communauté, Abelino Garcia.³⁴ Il nous a raconté que la ferme ne cesse les accuser de pénétrer dans leur propriété et que son peuple vit dans la peur permanente d'un retour des vigiles qui les forceraient à partir – voire pire. Il a également dit que les rivières étaient tellement polluées par les pesticides que les poissons – une importante source alimen-

taire – étaient en train de mourir. Et comme cette communauté est désormais encerclée par des champs de soja, les possibilités de s'adonner à la chasse traditionnelle ont pratiquement disparu. L'arrivée du soja a également semé la dis-corde au sein de la communauté, entre ceux qui souhaitent protéger leurs terres ancestrales, et ceux qui les ont vendues à des cultivateurs de soja. L'arrivée massive du soja a mis en péril la culture locale.

Ramón Lopez,³⁵ à la tête des communautés indigènes de la région, nous a rapporté que de nombreuses autres communautés avaient été déplacées après que la déforestation ait détruit leur mode de vie traditionnel. Certaines n'avaient même plus de bois pour construire leurs maisons. Aujourd'hui, pour de nombreux habitants, le seul moyen de survivre est de louer leurs terres aux cultivateurs de soja. Le plus affligeant, dit-il, c'est qu'il n'y a pas beaucoup d'espoir de survie à long terme pour ces communautés indigènes.



Enfants de la communauté Y'apó, Paraguay.

Candida Benitez, une indigène qui vit dans une décharge au Paraguay.



Vivre sur des décharges

Nos enquêteurs ont interviewé Candida Ferreira Benitez, une femme indigène qui vit sur un site d'enfouissement de déchets, dans la ville de Nueva Esperanza, dans le département de Canindeyu au Paraguay.

Elle habitait auparavant avec sa tribu, les Arroyo Guazu, dans le département d'Alto Parana. Mais elle nous a rapporté qu'après que sa forêt avait été détruite pour laisser la place à des exploitations de soja, il n'y avait plus d'animaux à chasser, plus de fruits à cueillir ou de bois pour construire des maisons. Pour ces populations autochtones, louer leurs terres aux cultivateurs de soja était devenue leur seule possibilité de survie.

Mais Candida, une mère célibataire, ne recevait pas d'argent de ses locations et n'avait plus aucun moyen de gagner sa vie. Ceci aussi constitue une violation de la loi paraguayenne³⁶ qui interdit la location de toute terre considérée comme appartenant aux populations autochtones à des tiers.³⁷

Candida s'est résignée à quitter sa communauté et a finalement trouvé un emploi dans une décharge. Peu de temps après, dix familles de sa communauté l'ont rejointe. Toutes vivent dans des conditions insalubres et dans la pauvreté. Candida éprouve de la nostalgie pour son pays natal et elle souhaiterait pouvoir rentrer chez elle, mais les cultures de soja ont remplacé les forêts.

Une alternative qui a fait ses preuves

Mais le comble de cette déforestation et de ces violations des droits humains, c'est qu'elles sont tout à fait évitables. En effet, ces mêmes grands producteurs de soja qui contribuent aux déforestations dans cette région ont démontré ailleurs en Amérique latine qu'ils pouvaient développer leur agriculture sans détruire les écosystèmes indigènes.

Il y a plus d'une décennie, face aux pressions des consommateurs français et européens, Cargill, Bunge, ADM, Louis Dreyfus et d'autres se sont mis d'accord pour bannir les achats auprès de cultivateurs pratiquant la déforestation en Amazonie brésilienne. En trois ans, la déforestation pour le soja qui représentait 30 % du total a dégringolé à juste 1 %. Malgré l'interdiction de la déforestation, ces entreprises sont parvenues à étendre leurs plantations de soja en Amazonie brésilienne sur plus de deux millions d'hectares, en se concentrant

sur les terres dégradées, une situation mutuellement avantageuse pour l'environnement et l'économie. Avec des progrès similaires pour le secteur du bétail, cette baisse drastique de la déforestation en Amazonie brésilienne est considérée comme une des plus grandes réussites dans le domaine de l'environnement.

Mais malgré ce succès, deux des géants mondiaux du soja – Bunge et Cargill – ont poursuivi leur expansion dans de nouvelles zones intactes situées hors de l'Amazonie brésilienne, dans le Gran Chaco d'Argentine et du Paraguay, dans le Cerrado du Brésil et en Amazonie bolivienne. Bien que des concurrents comme Louis Dreyfus et Wilmar International aient exprimé leur volonté d'étendre ce succès brésilien au reste de l'Amérique du Sud, Cargill et Bunge ont fait preuve de mauvaise volonté pour développer une production exempte de déforestation.

Du mouvement dans le secteur

Néanmoins, il faut reconnaître que certains des plus importants commerçants de viande et de produits laitiers ont lancé une invitation à agir. 61 entreprises leaders dans ce secteur, dont Metro AG, Wal-Mart, McDonald's et Unilever ont récemment lancé un appel pour mettre un frein définitif à la destruction de la végétation indigène dans le Cerrado au Brésil.³⁸ De nombreuses entreprises françaises comme L'Oréal, Casino, Carrefour, Auchan Retail, le Groupe Bel, Danone et Cooperly ont souscrit... Mais alors que ce Manifeste du Cerrado constitue une avancée positive et encourageante, il risque également de reproduire la grande lacune du moratoire brésilien sur le soja. En concentrant son action sur un seul écosystème, il encourage de manière perverse des sociétés comme Bunge et Cargill à basculer leurs

pratiques de déforestation vers d'autres territoires comme l'Argentine et le Paraguay. Bunge et Cargill opèrent dans toute l'Amérique du Sud; aussi, pour être efficaces, ces mesures de conservation doivent s'appliquer sur une échelle identique à celle de ces géants de l'industrie agroalimentaire.

Appeler timidement à agir ne suffit pas. Tant que Bunge et Cargill ne se sentent pas directement menacées par leurs clients qui pourraient se tourner vers d'autres fournisseurs plus responsables en matière de traçabilité du soja, ils peuvent s'imaginer passer outre ces critiques. Or, c'est bien la menace d'une baisse de chiffre d'affaires qui a poussé en premier lieu Bunge et Cargill à adopter le moratoire du Brésil sur le soja qui s'est révélé être un succès.

Le Brazilian Cerrado





Du principe à l'action

Les entreprises françaises constituent aujourd'hui un levier très important : elles ont importé 2,4 millions de tonnes de soja d'Amérique latine en 2016.³⁹ En outre, le marché français est très attractif : il est considéré comme stable, de haute valeur et non soumis aux interférences arbitraires du marché qui comprime parfois les bénéfices des négociants en Asie. Des sociétés comme Louis Dreyfus et Wilmar International ont fait des progrès dans la lutte contre la déforestation, mais elles peuvent encore s'améliorer. Si pour leur approvisionnement en soja, les acheteurs français de viande et de produits laitiers se tournaient vers des entreprises soutenant une action globale pour cesser la déforestation, ils créeraient une incitation commerciale efficace en faveur de pratiques plus durables.

En outre, ces entreprises doivent s'engager à respecter les normes mondiales des droits humains et sociaux du Consentement libre, informé et préalable (CLIP), afin de garantir que leurs opérations ne portent pas atteinte aux terres des populations indigènes et des autres communautés locales et que le conflit social ne fait pas partie du processus de production du soja. En se fondant sur les recherches menées par la communauté scientifique et sur le débat actuel,⁴⁰ l'utilisation du glyphosate en tant qu'herbicide devrait être réexaminée et des mesures doivent être prises pour minimiser l'exposition des communautés locales à cette substance.

"Make the planet great again!" comment la France peut agir

Il existe aussi des mesures pour mettre un frein à la déforestation que seul le gouvernement français peut prendre. Le Ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot a clairement souligné le problème posé par l'importation de soja en France lors de la consultation pour le nouveau plan d'adaptation au changement climatique, faisant preuve d'un véritable leadership mondial sur cette question. Nous espérons qu'il incitera les entreprises françaises à agir dans le bon sens. Le Président Emmanuel Macron a également tweeté pour la première fois sur le soja au début de l'année 2017, soulignant la dépendance du pays aux importations de soja OGM.

La France peut s'imposer comme chef de file pour mener les réformes de l'UE sur la déforestation importée. Elle doit user de son influence pour façonner un engagement européen solide en vue d'une politique zéro déforestation au niveau mondial, plutôt que de viser uniquement le soja importé en France. Ceci permettrait au pays de faire du slogan du Président Emmanuel Macron une réalité : Make the planet great again!.

Mais le gouvernement n'est pas seul à s'orienter vers des réformes. La société civile française se révolte aussi contre les importations de soja OGM pleines d'herbicides. En novembre 2017, la Coordination

Défrichage récent et grumes au Paraguay.





rurale a organisé une manifestation dans les ports de Lorient (Morbihan) et de Montoir-de-Bretagne (Loire Atlantique), contre l'importation massive de soja OGM traité au glyphosate provenant des États-Unis et d'Amérique du Sud. De nombreuses ONG comme Greenpeace France, WWF France, Les Amis de la Terre, Sherpa et France nature environnement militent aussi contre le soja de déforestation importé en France en menant des campagnes sur ce sujet.

La France a récemment adopté une loi sur le devoir de vigilance qui promet d'apporter une transparence nouvelle et remarquable dans le secteur français de l'industrie agroalimentaire, entre autres. Cette loi de février 2017 sur le devoir de vigilance représente une avancée historique en faveur de la protection des droits humains et de l'environnement, un signal fort pour l'Europe et à l'international. Cette loi oblige désormais les entreprises à développer un plan réel de vigilance. Ce plan doit comporter les mesures de vigilance raisonnable propres à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement, résultant des activités de la société et de celles des sociétés qu'elle contrôle au sens du II de l'article L. 233-16, directement ou indirectement, ainsi que les activités des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels

est entretenue une relation commerciale établie, lorsque ces activités sont rattachées à cette relation. Cette nouvelle loi constitue une étape cruciale vers la régulation des activités des multinationales. Les autres pays européens devraient s'inspirer de la France sur ce sujet, d'autant qu'elle permet aux organisations non gouvernementales de renforcer l'accès des victimes à la justice, même à l'étranger.

La France n'alimente pas seulement son bétail avec du soja, mais aussi les réservoirs de ses voitures. Il est essentiel que le gouvernement français réduise la consommation massive d'huile de palme et d'huile de soja du pays qui sont brûlées comme carburant pour se conformer aux mandats de l'UE sur les biocarburants. Les automobilistes français ont consommé 825 millions de litres d'éthanol en 2016,⁴¹ faisant ainsi croître la demande notamment en huile de soja et en huile de palme qui entraînent la déforestation. Scandaleux, lorsque l'on sait que les émissions de ces carburants sont plus polluantes encore que celles du pétrole. Si le gouvernement Macron a pris des mesures importantes pour soutenir l'émergence d'un secteur agricole plus responsable, ce même gouvernement a œuvré à Bruxelles pour saper les mesures prises par le Parlement européen pour rendre l'huile de palme inéligible aux subventions dans le cadre de la politique européenne, et n'a pris aucune mesure pour limiter l'utilisation du



biodiesel de soja. De plus, la France a accru ses importations de soja argentin, depuis que l'Union européenne a perdu en appel auprès de l'Organisation mondiale du commerce. Ceci a eu pour conséquence l'ouverture du marché français à 70 000 tonnes de biodiesel argentin. À moins que le gouvernement Macron ne cesse d'encourager la combustion de nourriture dans les réservoirs d'essence, il est fort probable qu'il compromette toutes les avancées fortes et positives qu'il a prises par ailleurs en matière de protection des forêts.

L'Europe dans sa globalité est en mesure d'adopter des mesures capables d'insuffler de profonds changements dans l'industrie. Comme 97 % du soja de l'Union européenne destiné à l'alimentation animale est importé, sa responsabilité est grande et elle doit exiger que ce soja ne contribue pas à la destruction des forêts et des écosystèmes indigènes. L'Union européenne peut envoyer un signal fort au marché en exigeant des sociétés qu'elles mettent en œuvre des mesures en faveur de la transparence et de la traçabilité de leurs chaînes d'approvisionnement afin de garantir que les matières premières agricoles ont été produites sans entraîner

de déforestation, de violation des droits humains et d'accaparement des terres.⁴²

De plus, l'UE doit se saisir de la chance de cette réforme en cours sur la politique agricole pour garantir une diversité de production de protéines et encourager la transition vers des pratiques de production agroécologiques qui profiteraient aux cultivateurs et amélioreraient la qualité des sols.⁴³

Mettre un frein à la déforestation, à l'accaparement des terres et aux utilisations les plus nocives de pesticides ne résoudront pas tous les problèmes environnementaux liés à la viande. Mais cesser définitivement la déforestation et l'accaparement des terres est un objectif complètement atteignable dans le cadre de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. C'est facile et peu coûteux, et sa mise en œuvre dans d'autres régions de l'Amérique du Sud a prouvé que cet objectif était réalisable sur une vaste échelle. Les entreprises françaises n'ont aucune excuse pour ne pas agir immédiatement ; il faut saisir cette chance unique de remporter une victoire majeure.



L'arbre "Prosopis alba", une espèce originaire du Gran Chaco.

SOURCES

- 1 "All countries exporting Soybeans to France, in 2016 by weight," Chatham House: The Royal Institute of International Affairs, 2016, <https://resourcetrade.earth/data?year=2016&importer=251&category=87&units=weight>.
- 2 Cette estimation se fonde sur les importations de la dernière décennie (2007-2016), d'après les chiffres figurant dans la base de données suivante: "All countries exporting Soybeans to Germany by weight," Chatham House: The Royal Institute of International Affairs, 2007-2016, <https://resourcetrade.earth/data?year=2007&exporter=sac&importer=251&category=87&units=weight>.
- 3 Lomeli, Luciana Gallardo and James Anderson. "Restoring Degraded Land in Latin America Can Bring Billions in Economic Benefits," World Resources Institute, October 2016, <http://www.wri.org/blog/2016/10/restoring-degraded-land-latin-america-can-bring-billions-economic-benefits>.
- 4 Fehlenberg, Verena et al. "The role of soybean production as an underlying driver of deforestation in the South American Chaco," *Global Environmental Change*, Vol. 45, pp. 24-34, July 2017, http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378017305964?_escaped_fragment_=#.
- 5 Keith, Slack. "The Indigenous of the Paraguayan Chaco: Struggle for the Land," *Cultural Survival Quarterly Magazine*, December 1995, <https://www.culturalsurvival.org/publications/cultural-survival-quarterly/indigenous-paraguayan-chaco-struggle-land>; Greene, Caitlyn. "Beyond the Amazon: Deforestation in Argentina," *The Argentina Independent*, September 2018, <http://www.argentinaindependent.com/socialissues/environment/beyond-the-amazon-deforestation-in-argentina/>.
- 6 Lovera, Miguel et al. "La Situación de los Ayoreo Aislados en Bolivia y en las Zonas Transfronterizas con Paraguay," *Iniciativa Amotocodie*, 2016, <http://www.iniciativa-amotocodie.org/wp-content/uploads/2017/05/InformeAisladosZonaFronteraPYBO-Reduced.pdf>.
- 7 de Waroux, Yann le Polain et al. "Land-use policies and corporate investments in agriculture in the Gran Chaco and Chiquitano," *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, Vol. 113(15), April 2016, <http://www.pnas.org/content/113/15/4021.full>.
- 8 Zak, Marcelo R. et al. "What Drives Accelerated Land Cover Change in Central Argentina? Synergistic Consequences of Climatic, Socioeconomic and Technological Factors," *Springer Science + Business Media, LLC*, Vol. 42(2) pp. 181-189, August 2008, <https://link.springer.com/article/10.1007%2Fs00267-008-9101-y>.
- 9 Baumann, Matthias. "Land-Use Competition in the South American Chaco," *Springer International Publishing Switzerland*, July 2016, https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-319-33628-2_13.
- 10 Fehlenberg, Verena et al. "The role of soybean production as an underlying driver of deforestation in the South American Chaco," *Global Environmental Change*, Vol. 45, pp. 24-34, July 2017, http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378017305964?_escaped_fragment_=#.
- 11 Baumann, Matthias et al. "Carbon emissions from agricultural expansion and intensification in the Chaco," *Global Change Biology*, Vol. 23(5), pp. 1902-1916, October 2016, <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/gcb.13521/abstract>.
- 12 "Each Country's Share of CO2 Emissions," *Union of Concerned Scientists: Science for a healthy planet and safer world*, n.d. <https://www.ucsusa.org/global-warming/science-and-impacts/science/each-country-share-of-co2.html#WniuxZOpnBJ>.
- 13 "Tree cover loss," *Global Forest Watch Commodities*, n.d. <http://commodities.globalforestwatch.org/#v=map&lyrs=tcc%2ChansenLoss&x=-60.69&y=-23.5&l=5>; "Argentina ranks ninth in infamous 'deforestation list,'" *Buenos Aires Herald*, <http://www.buenosairesherald.com/article/198242/argentina-ranks-ninth-in-infamous-%E2%80%9898deforestation>.
- 14 "Deforestación en el norte de Argentina," *Greenpeace Argentina*, January 2017, <http://www.greenpeace.org/argentina/Global/argentina/2017/1/Deforestacion-norte-Argentina-Anual-2016.pdf>.
- 15 "Aplicación del 'Fondo Nacional para el Enriquecimiento y la Conservación de los Bosques Nativos' establecido per la Ley 26.331," *Greenpeace Argentina*, November 2010, https://www.greenpeace.org/argentina/Global/argentina/report/2010/Bosques/Ley_Bosques/aplicacion-ley-de-bosques-fondos.pdf.
- 16 Guidi, Ruxandra. "Seven million hectares of forests have been lost in Argentina over the past 20 years," *Mongabay*, February 2016, <https://news.mongabay.com/2016/02/seven-million-hectares-of-forests-have-been-lost-in-argentina-in-the-past-20-years/>.
- 17 "Deforestation in the Chaco spikes in the wake of 'illegal' presidential decree stripping back environmental safeguards," *Illegal Deforestation Monitor*, January 2018, <http://www.bad-ag.info/deforestation-in-the-chaco-spikes-in-the-wake-of-illegal-presidential-decree-stripping-back-environmental-safeguards/>.
- 18 Riveros, Fernando. "The Gran Chaco," *Food and Agriculture Organization of the United Nations*, July 2012, <http://archive.today/2012.07.30-004747/http://www.fao.org/ag/AGP/agpc/doc/Bulletin/GranChaco.htm>.
- 19 Semper-Pascual, Asunción et al. "Mapping extinction debt highlights conservation opportunities for birds and mammals in the South American Chaco," *Journal of Applied Ecology*, January 2018, <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1365-2664.13074/full>.
- 20 "Protecting the Atlantic Forest in Paraguay," *World Land Trust*, n.d., <http://www.worldlandtrust.org/projects/paraguay/guyra-reta-reserve>.
- 21 Law No. 5.045/13
- 22 "Plan Belgrano: Avanza la recuperación del tren de cargas en Salta y Jujuy," *Argentinian Government*, March 2017, <https://www.argentina.gov.ar/noticias/plan-belgrano-avanza-la-recuperacion-del-tren-de-cargas-en-salta-y-jujuy>.
- 23 "Argentina plans railways to expand agriculture in north," *The Western Producer*, April 2017, <https://www.producer.com/2017/04/argentina-plans-railways-to-expand-agriculture-in-north/>; "Plan Belgrano: Avanza la recuperación del tren de cargas en Salta y Jujuy," *Argentinian Government*, March 2017, <https://www.argentina.gov.ar/noticias/plan-belgrano-avanza-la-recuperacion-del-tren-de-cargas-en-salta-y-jujuy>.
- 24 "All countries exporting Soybeans to Europe, in 2016 by weight," Chatham House: The Royal Institute of International Affairs, 2016, <https://resourcetrade.earth/data?year=2016&importer=251&category=87&units=weight>.
- 25 Mooney, Pat et al. "Too Big to Feed," *International Panel of Experts on Sustainable Food Systems*, October 2017, http://www.ipes-food.org/images/Reports/Concentration_FullReport.pdf.
- 26 "Instalaciones: Acopios," *Bunge*, n.d. <https://www.bungeargentina.com/es/instalaciones/acopios>.
- 27 "Zero Deforestation: Building 21st century value chains," *Bunge*, n.d. <https://www.bunge.com/sustainability/zero-deforestation>; "Ending Deforestation: Cargill is committed to protecting forests and ensuring deforestation-free supply chains," *Cargill*, n.d. <https://www.cargill.com/sustainability/deforestation>.
- 28 Bellantonio, Marisa et al. "The Ultimate Mystery Meat," *Mighty Earth*, February 2017, <http://www.mightyearth.org/mysterymeat/>.
- 29 "Ministry confirms illegality of deforestation in farms owned by politically-connected businessman in Argentina," *Illegal Deforestation Monitor*, January 2018, <http://www.bad-ag.info/argentinas-government-confirms-illegality-of-deforestation-in-farms-owned-by-politically-connected-businessman/>.
- 30 "Argentina: Country Environmental Analysis," *World Bank Group*, May 2016, <http://documents.bancomundial.org/curated/es/218361479799045279/pdf/109527-ENGLISH-PUBLIC-ARG-CEA-Country-Environmental-Analysis-English.pdf>.
- 31 Kelland, Kate. "In glyphosate review, WHO cancer agency edited out 'non-carcinogenic' findings," *Reuters*, October 2017, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/who-iarc-glyphosate/>; Cressy, Daniel. "Widely Used Herbicide Linked to Cancer," *Scientific American*, March 2015, <https://www.scientificamerican.com/article/widely-used-herbicide-linked-to-cancer/>.
- 32 Kalverkamp, Michael Álvarez et al. "Meat Atlas: Facts and figures about the animals we eat," *Heinrich Böll Stiftung*, January 2014, https://www.boell.de/sites/default/files/meat_atlas2014_kommentierbar.pdf.
- 33 Ueker, Marly Elaine et al. "Parenteral exposure to pesticides and occurrence of congenital malformations: hospital-based case-control study," *BMC Pediatrics*, Vol. 16(125), August 2016, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4983026/>; Ruderman, L et al. "Análisis de la Salud Colectiva Ambiental de Malvinas Argentina-Córdoba Una investigación socio-ambiental y sanitaria a través de técnicas cualitativas y relevamiento epidemiológico cuantitativo," *Reduas*, August 2012, <http://www.reduas.com.ar/wp-content/uploads/downloads/2013/02/Informe-Malvinas-corregido1.pdf>.
- 34 Cet entretien a été mené en langue Guarani, puis traduit en anglais.
- 35 Cet entretien a été mené en langue Guarani puis traduit en anglais
- 36 "Ley N° 904/81," *Estuato de las Comunidades Indígenas*, n.d. <http://www.tierraviva.org.py/wp-content/uploads/2013/11/PDF.pdf>.
- 37 Loi paraguayenne N°. 904/81, article 17.
- 38 "Companies pledging to tackle soy and cattle driven deforestation in Brazil's Cerrado nearly triples in just three months," *Tropical Forest Alliance 2020*, January 2018, <https://www.tfa2020.org/wp-content/uploads/2018/01/Press-release-marking-the-significant-increase-in-company-signatories-to-the-Cerrado-Manifesto-Statement-of-Support-25-Jan-2018.pdf>.
- 39 "All countries exporting Soybeans to France, in 2016 by weight," Chatham House: The Royal Institute of International Affairs, 2016, <https://resourcetrade.earth/data?year=2016&importer=251&category=87&units=weight>.
- 40 "Glyphosate," *European Commission*, n.d. https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/glyphosate_en; <https://www.scientificamerican.com/article/widely-used-herbicide-linked-to-cancer/>; Kelland, Kate. "In glyphosate review, WHO cancer agency edited out 'non-carcinogenic' findings," *Reuters*, October 2017, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/who-iarc-glyphosate/>.
- 41 Flach, Bob et al. "EU Biofuels Annual 2017," *USDA: Global Agricultural Information Network*, June 2017, https://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Biofuels%20Annual_The%20Hague_EU-28_6-19-2017.pdf.
- 42 Pritchard, Janet. "Developing EU measures to address forest-risk commodities: What can be learned from EU regulation of other sectors?," *Fern*, November 2016, http://www.fern.org/sites/fern.org/files/Developing%20EU%20measures_0.pdf.
- 43 "Agriculture and deforestation," *Fern*, April 2017, <http://www.fern.org/capreform>.

PHOTO:

Page 3: Jim Wickens, Ecostorm

Page 5: Yawar Motion Films

Page 6: Jim Wickens, Ecostorm; Barry Chapman; Dany13, Flickr

Page 10: Jim Wickens, Ecostorm

Page 11: Jim Wickens, Ecostorm

Page 13: Jim Wickens, Ecostorm

Page 14: Jim Wickens, Ecostorm

Page 15: Alex Costa

Page 16: Jim Wickens, Ecostorm

Page 17: Frederic Legrand

Page 18: Wikimedia

Page 20: Jim Wickens, Ecostorm

